

Congrès AFSP Strasbourg 2011

ST 7, La pacification politique : questionnements historiques et analyses symboliques, Guyon Stéphanie, Post-doctorante LAIOS, EHESS (équipe SOGIP), stephanie.guyon@ens.fr

La pacification au village : Conflit politique et entreprise de moralisation

De juin 2007 à juin 2008, un conflit oppose dans le village amérindien de Wana¹ situé sur le territoire de la commune de St-Laurent du Maroni (Guyane française) les partisans de la cheffe coutumière en place à ses opposants qui tentent de la destituer et finissent par y parvenir en avril 2008. Cette opposition à la cheffe coutumière est ancienne, elle a donné lieu de 1999 à 2003 à des violences sporadiques (bagarres, incendies criminels, destructions de biens). Après une séquence de calme et de démobilisation de l'opposition villageoise, apparaît en juin 2007 cette nouvelle séquence conflictuelle. Le conflit politique est alors intense, les partisans des deux camps se mobilisent quotidiennement pendant plusieurs mois (réunion, manifestation, pétition). Pourtant le recours à la violence est finalement très limité. En revanche, la question de la violence devient un enjeu central dans le débat villageois.

Pour étudier les processus symboliques de pacification pendant ce conflit villageois, nous nous intéresserons d'abord au conflit en lui-même, puis au processus d'imposition de la norme d'abstention de la violence et à ses ressorts sociaux, les promoteurs de cette norme occupant des positions bien spécifiques dans la configuration socio-raciale villageoise et municipale et enfin à la réception par les villageois de cette entreprise de morale.

Les logiques sociales de conflictualisation et du recours à la violence : des rivalités personnelles à l'antagonisme des camps politiques.

Le processus de conflictualisation comme celui de pacification est pris dans des rapports sociaux localisés. Cette situation empirique conflictuelle s'enracine en effet dans les sociabilités locales et les rapports de domination personnalisée villageois. Les questions foncières et de voisinage jouent également un rôle crucial dans la constitution des solidarités et du pouvoir politique local².

Tensions sociales et tensions politiques

L'opposition entre Françoise Sabayo, cheffe coutumière depuis 1999 et présidente de l'association Wana Debout qui détient la propriété des terres du village depuis 1998 et Sebastian Vangeenen, président d'une association concurrente, Warokoma, est ancienne. Ce conflit se cristallise sur les questions foncières, Françoise Sabayo est en effet partisane de la terre collective qu'elle a obtenu en 1998 alors que Sebastian Vangeenen est partisan de la

¹ Le nom du village et ceux des habitants ont été modifiés.

² Sur la manière dont la scène politique locale rurale s'inscrit dans des rapports sociaux personnalisés, voir le numéro de la revue *Politix* sur les mondes ruraux, ainsi que les travaux de Jean-Louis Briquet sur la Corse BRIQUET Jean-Louis, « La politique au village. Vote et mobilisation électorale dans la Corse rurale », in Jacques Lagroye, (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 31-46 ; MISCHI Julian, RENAHY Nicolas (dir.), *Politix*, « Les mondes ruraux », 83, 2008 ; ANTOINE Annie, MISCHI Julian (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 474 p.

parcellisation des terres et donc de la propriété privée dans le village. Cette opposition recoupe des clivages sociaux et politiques : Françoise Sabayo appartient aux familles anciennement établies dans le village et à la lignée du fondateur de Wana dont sont issus les chefs coutumiers depuis 50 ans alors que la famille de Sebastian Vangeenen est plus récemment établie dans le village. De plus, tandis que la cheffe coutumière en place est une opposante du maire de St-Laurent du Maroni, Sebastian Vangeenen en est un agent électoral.

C'est d'ailleurs suite à l'entrée en politique de Françoise Sabayo³ et en particulier à sa candidature aux élections législatives de 2007 qu'éclate le second conflit villageois. En 2007, en tant que candidate des Verts-Guyane, elle recueille 10% des suffrages au premier tour et appelle à voter au 2^{ème} tour pour la candidate de gauche opposée au maire de St-Laurent du Maroni. Alors que Léon Bertrand, le maire de St-Laurent du Maroni avait fait 43% au premier tour, il perd au second. Sebastian Vangeenen et un autre des opposants de Françoise Sabayo dans le village qui sont tous deux des agents électoraux du maire se mobilisent alors pour exiger sa démission en tant que cheffe coutumière. Le surlendemain de la défaite du maire, un premier courrier revendiquant sa démission est diffusé, puis un collectif de villageois est créé et initie une pétition dans le village. Il s'en suit un affrontement de près d'une année entre opposants et partisans de Françoise Sabayo.

Les logiques d'implication et d'enrôlement (les gens se trouvent pris dans le conflit) sont fortement encadrées dans les réseaux sociaux villageois (parenté, voisinage, coopération économique, relation de clientèle). Les rivalités entre familles et entre différentes franges de ce que l'on pourrait appeler la petite bourgeoisie locale et *a contrario* les solidarités familiales et la coopération économique constituent un ressort central de l'implication dans l'un ou l'autre camp.

Kenneth Jubitana et Sebastian Vangeenen, leaders de la mobilisation contre la cheffe coutumière appartiennent tous deux à la frange la plus établie des migrants récemment installés dans le village (pour la plupart réfugiés de la guerre civile au Surinam⁴). Ils remettent en cause la notabilité reposant sur le capital d'autochtonie (l'appartenance aux vieilles familles) au profit d'une notabilité reposant sur leur position professionnelle et le lien avec le maire, articulant donc des ressources propres au village avec d'autres s'articulant avec la scène municipale. Leurs principaux soutiens appartiennent aussi à la frange ascendante des « immigrés », dont la mobilité sociale repose principalement sur des capitaux économiques (garagiste, épicier...). Ils font alliance avec certains membres des vieilles familles en rivalité avec la famille de Françoise Sabayo pour la détention de la chefferie. Dans le conflit de loyauté dans lesquels sont pris les habitants de Wana, ceux qui soutiennent publiquement la cheffe coutumière sont tous « proches » personnellement d'elle, soit par la parenté (cousins, sœurs), soit par leur engagement continu au sein de Wana Debout depuis dix ans et bien souvent des obligés (anciens salariés de l'association, bénéficiaires de soutien pour l'obtention de titres de séjour ou de permis de construire). Les litiges entre villageois (conflits de voisinage, conflits conjugaux et familiaux) ont également une forte incidence sur la formation des deux camps. Le rôle de l'interconnaissance, des sociabilités et des clientèles locales dans la constitution du pouvoir politique local se trouve ainsi au cœur des processus de diffusion du conflit.

³ Françoise Sabayo entre en politique à partir de sa position et de sa légitimité de cheffe coutumière et à partir des thèmes qu'elle a déjà développés dans son village (propriété collective des terres, adaptation des politiques publiques à l'organisation sociale amérindienne, accès des amérindiens aux services publics, lutte contre les fléaux sociaux). En 2004, elle crée les Verts Guyane et se présente comme tête de liste aux élections régionales (4,8% des SE), elle est également candidate aux élections européennes en juin de la même année (8,63% des SE dans la circonscription outre-mer, 32% des SE en Guyane).

⁴ La guerre civile surinamaïse (1986-1992) a entraîné une importante immigration en Guyane et en particulier dans la région de St-Laurent du Maroni.

Conflit politique et violence

La proximité géographique et l'interconnaissance dans un village, à Wana comme ailleurs, place chacun sous le regard de chacun. Les ragots et les commérages jouent un rôle essentiel ici dans la construction de la différence entre « vieilles familles » et « réfugiés » dont l'image est construite sur « la minorité des pires »⁵. Cette surveillance habituelle devient encore plus aigüe pendant le conflit. Cette période de troubles où les villageois se surveillent et guettent les signes d'un changement ou d'un danger émanant de l'autre camp favorise les phénomènes de peurs collectives et de paniques que François Ploux définit, à propos de l'ancien régime, comme des « mobilisations défensives d'une population persuadée sur la foi d'une rumeur de la présence immédiate d'un danger, dans un contexte d'anxiété »⁶. Ainsi le 9 septembre 2007, à la suite d'une rumeur selon laquelle Françoise Sabayo aurait demandé une intervention de la Police Aux Frontières à Wana, une trentaine de villageois sans papiers de nationalité surinamaïse ont embarqué dans la précipitation à bord de trois pirogues dont l'une trop chargée a manqué chavirer lors de la traversée du Maroni en direction de la rive surinamaïse⁷.

Dans les phases politiques les plus aigües, comme à l'approche des deux scrutins coutumiers d'août et de décembre 2007⁸, la fréquence des menaces verbales et des insultes qui émaillent les rapports entre les partisans des deux camps accréditent l'idée de l'éminence de violences dans le village. Le 3 août par exemple, des habitants signalent la présence d'hommes armés dans le village ; les gendarmes interviennent donc nombreux et munis de gilet pare-balles, il s'avère finalement qu'il s'agissait de chasseurs qui rentraient à pied chez eux. Dans les jours qui suivent, la gendarmerie est sollicitée à trois reprises dans de semblables occasions. La mise sous tension du village se traduit aussi par des accrochages verbaux (insultes, menaces de mort) et il survient deux événements violents. Le Jeudi 11 octobre 2007, Sebastian Vangeenen et certains de ses partisans tentent d'expulser de chez elle une partisane de la cheffe coutumière ; ils sortent ses affaires de sa maison et font obstruction aux agents d'EDF venu rétablir le courant chez elle. Et le 13 octobre 2007, une bagarre éclate entre les partisans des deux camps à la salle polyvalente. Toutefois l'usage de la violence est limité dans les deux camps, il n'est en particulier fait usage d'aucune arme et les blessures sont légères (un doigt cassé et des hématomes). Ce faible niveau de violence tranche avec les précédentes périodes de tension sociale et politique dans le village (1998-1999, puis 2001-2002) où les bagarres étaient fréquentes, où à plusieurs reprises des habitants avaient fait usages d'armes à feu et enfin au cours de laquelle la maison de Françoise Sabayo avait été incendiée de nuit alors qu'elle y dormait avec sa famille. En 2007 et 2008, les violences sont peu nombreuses et sont surtout le fait des opposants à la cheffe coutumière⁹.

Pacification : entreprise de moralisation et domination sociale et politique

Cette asymétrie du recours à la violence dans les deux camps provient sans doute de l'inégal « degré de structuration de la conflictualité » en leur sein. C'est en effet l'existence

⁵ ELIAS Norbert, *Logique de l'exclusion, op.cit.*

⁶ PLOUX François, « L'imaginaire social et politique de la rumeur », *Revue historique*, 614 (1), 2000, p. 399 et s.

⁷ Journal de Françoise Sabayo.

⁸ Les opposants de Françoise Sabayo organisent deux élections coutumières pour la remplacer et ce bien qu'elle ait refusé de démissionner

⁹ En janvier 2008, la voiture de Sebastian Vangeenen a toutefois été incendiée au centre-ville de St-Laurent du Maroni. Le lien entre cet incendie et le conflit villageois n'a toutefois pas été établi.

d'un *leadership* fort dans un camp qui permet le contrôle des modes d'action et des militants qui protège de la violence¹⁰. Or la conflictualité est fortement structurée dans le camp de Françoise Sabayo qui organise des réunions régulières où sont définis les modes d'actions et qui exerce une surveillance et un contrôle rigoureux des militants. La cheffe coutumière martèle l'injonction d'abstention de la violence qui prolonge l'entreprise de moralisation du village qu'elle promet depuis les débuts de son mandat. Sebastian Vangeenen n'exerce pas un tel leadership dans son camp ; toutefois la publicisation du conflit entraîne l'implication d'un certain nombre d'acteurs extérieur au village qui comme Françoise Sabayo se livrent à une véritable entreprise de moralisation et de stigmatisation de la violence.

Françoise Sabayo, une entrepreneuse de morale et de politisation

En tant que cheffe coutumière et présidente de l'association Wana Debout, Françoise Sabayo s'est engagé depuis 1998 dans une lutte contre « les fléaux sociaux » (alcoolisme, toxicomanie, violence) dans le village. Les normes de tempérance irriguaient ainsi les textes du bulletin de l'association, comme ici à l'occasion du récit du calvaire d'une femme du village, battue et sévèrement blessée par son conjoint alors qu'il était saoul :

« L'alcool et la consommation de drogues conduisent invariablement à ce genre de situation sordide. Nous ne devons plus tolérer les violences exercées à l'encontre des mères ou des enfants. »¹¹

La cheffe coutumière a également organisé régulièrement depuis la fin des années 1990 des réunions de prévention contre l'alcool, la toxicomanie et l'usage des armes et enfin elle a systématiquement fait appel aux gendarmes en cas de violences. D'une manière générale, les membres du conseil coutumier et du bureau de l'association ont participé à des campagnes d'information dans de nombreux domaines (éducation, droit, santé, citoyenneté) et ces activités de prévention ont été autant d'occasion de diffuser des normes de tempérance. L'une des prérogatives habituelles du chef coutumier étant de régler les litiges entre les habitants. Françoise Sabayo reçoit aussi régulièrement des villageois qui lui rapportent des incidents et se plaignent de violences perpétrées par un voisin ou un parent, de dégradation ou de vols, autant de conflits qu'elle tranche et pour lesquels elle sermonne le contrevenant.

La cheffe coutumière de Wana et son conjoint qui est engagé à ses côtés dans l'association sont des « entrepreneurs de morale » qu'Howard Becker définit comme des « créateurs de normes ». Selon Becker, l'entrepreneur de morale tend en effet principalement à modifier les normes, puis les lois¹². La prétention à l'universalité des normes qu'ils promeuvent tend à ce qu'elles ne puissent être ni débattues ni contestées, et c'est bien ce qu'exprime ici Françoise Sabayo :

« Peut-être qu'ils vont te dire que j'étais très tranchée là-dessus [*sur la réglementation des fêtes et de l'alcool*], mais il y a des choses dont tu ne peux pas débattre. Je veux dire, il n'y a pas à débattre là-dessus, sur la sécurité »¹³

Howard Becker l'a mis en évidence, les entrepreneurs de morale sont généralement des membres des classes dominantes qui moralisent ceux qui leur sont socialement inférieurs : « Les croisades morales sont généralement dirigées par des membres des classes supérieures, ceux-ci ajoutent au pouvoir qui découle de la légitimité de leur position morale le pouvoir qui

¹⁰ Etudiant le mouvement des droits civiques de 1950 à 1970 aux Nord et aux Sud des Etats-Unis, Anthony Oberschall constate qu'au Nord où la communauté noire est plus segmentée, le mouvement est plus violent qu'au Sud où la communauté est plus structurée, en particulier par les églises protestantes. OBERSCHALL Anthony, *Social conflict and social movements*, Englewood Cliffs, prentice Hall, 1973.

¹¹ Bulletin de l'association *Hanaba Lokono, Arawak*, 16 mars 2000.

¹² BECKER Howard, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985, p. 171.

¹³ Entretien avec Françoise Sabayo, Wana, février 2003.

découle de leur position supérieure dans la société »¹⁴. Françoise Sabayo et son conjoint, métropolitain et professeur au lycée de la ville appartiennent en effet pour la première à la fraction ancienne établie du groupe amérindien et pour l'autre au groupe dominant. La supériorité des ressources scolaires et sociales de Françoise et sa position de cheffe ajoutée à l'autorité de ces arguments moraux limitent les possibilités de résistance des membres du conseil coutumier qui au départ s'opposent pourtant à la limitation de l'alcool – « ils n'avaient pas spécialement d'arguments » dit-elle.

Cette croisade morale de forclusion de la violence se redéploie pendant le conflit villageois, dans les rapports de force entre Françoise Sabayo et son conjoint et les autres villageois. Françoise Sabayo encadre très étroitement les activités de ses partisans au cours du conflit, elle organise une réunion quotidienne chez elle où sont décidées les modalités d'action. La stratégie de Françoise Sabayo est de politiser la tentative de destitution au sens où elle l'inscrit dans des enjeux propres à la sphère politique institutionnelle et de multiplier les espaces de délibération et de publicisation du conflit au sein et en dehors du village. Françoise Sabayo conteste les frontières de la politique légitime qui laissent les villages dans l'infrapolitique – elle dénonce « ce tabou selon lequel les Indiens ne doivent pas faire de politique ». « Moi, je dis qu'un chef, c'est forcément politique » ajoute-t-elle. Ses partisans et elle organisent donc plusieurs débats à la salle polyvalente du village sur l'opportunité ou non de destituer la cheffe coutumière, sur les modalités de son remplacement. Ils interviennent également dans des émissions radio dans leur langue, le sranan tongo. Une contre-pétition est également organisée et ses partisans font du porte-à-porte dans le village pour la faire signer. Ils distribuent enfin un CD-Rom dans les cent maisons de Wana dans lequel la cheffe coutumière explique sa vision du conflit et plaide pour un règlement du conflit par l'organisation d'un vote après les élections municipales du printemps 2008. Le conflit favorise donc la délibération dans des espaces traditionnels comme les assemblées de village, mais aussi à travers de nouveaux moyens de communication comme les radios communautaires ainsi que sur les sites et les forums dédiés à St-Laurent du Maroni. Ceci va dans le sens d'une substitution des règles de la démocratie libérale, pluraliste et délibérative au règlement personnalisé des problèmes, que ce soit par la relation de clientèle ou le recours à la violence.

La garantie du non emploi de la force, y compris dans son camp passent par un contrôle social accru au sein du village, même si n'est pas toujours incompatible avec le recours aux gendarmes. Françoise Sabayo et son conseil coutumier affichent leur présence dans l'ensemble du village, font des tournées d'inspection en particulier dans les zones les moins maîtrisées. Aucune initiative individuelle n'est tolérée au sein de son camp – l'un de ses partisans qui a entrepris seule de rencontrer le maire est ainsi sévèrement réprimandé – et le recours à la violence est très contraint pour ses partisans. Alors que je l'interroge sur la destruction du véhicule de Sebastian au centre-ville en janvier 2008, elle exclue la possibilité que celle-ci proviennent de ces partisans : « Ils savent très bien ce que je pense de ce genre de méthodes, donc s'ils avaient fait quelque chose, ils ne s'en vanteraient pas, mais je crois qu'ils ne le feraient pas parce qu'ils savent bien que je finirai par être au courant. »¹⁵

Il ne s'agit pas seulement de moraliser, mais aussi de permettre aux habitants de faire valoir leurs droits. Les dirigeants de l'association ont toujours été des intermédiaires entre les habitants et l'Etat dans l'accès aux biens administratifs. Françoise Sabayo assiste ainsi les habitants victimes de violence dans leur démarche auprès de la gendarmerie, elle va même jusqu'à aider l'une des ses opposantes, légèrement blessées par l'un de ses partisan lors de la bagarre du 13 octobre, à déposer plainte.

¹⁴ BECKER Howard, *Outsiders, op. cit.*, p. 173.

¹⁵ Journal de terrain, mars 2008.

Publicisation du conflit et contrainte à l'abandon de la violence dans le camp de Sebastian Vangeenen : le rôle des acteurs extérieurs

Sebastian Vangeenen n'exerce pas le même leadership que Françoise Sabayo dans son camp. De ce fait, la moindre discipline de ses partisans est plus susceptible d'entraîner le recours à la violence. Toutefois la publicisation du conflit limite la survenue et la portée de ces événements violents. Un certain nombre d'acteurs à l'extérieur du village se livrent en effet à une véritable entreprise de moralisation et de stigmatisation de la violence. Les élus créoles, les leaders du mouvement amérindien de Guyane, les agents municipaux ainsi que les policiers ou encore les pasteurs participent en effet à l'inculcation des normes pacifiques.

Ainsi le 11 octobre 2007, lorsque les partisans de Sebastian Vangeenen et lui-même tentent d'expulser une habitante du village. Cette tentative échoue en raison de l'intervention des gendarmes et des agents de la Police Aux Frontières. Or ceux-ci mettent non seulement fin à l'expulsion forcée, mais se chargent également de convaincre Sebastian Vangeenen de l'illégalité de sa démarche. Les agents de la PAF organisent ainsi une réunion de médiation dans leur locaux dans laquelle sont présents Sebastian Vangeenen et plusieurs membres de sa famille, l'occupante des lieux et son ex-mari et enfin Françoise Sabayo et son adjoint. L'officier de la PAF explique longuement l'illégalité de cette expulsion forcée et l'obligation d'obtenir une décision de justice. Le Directeur Général des Services de St-Laurent du Maroni, un attaché territorial d'origine métropolitaine, appelle également Sebastian sur son portable et le réprimande – « Ce sont des pratiques de voyou » lui aurait-il dit, en ajoutant qu'il en ferait part au maire et alors que Sebastian lui demande l'intervention de la police municipale pour expulser l'habitante, il lui explique longuement que « c'est une affaire civile à régler par la justice »¹⁶. Un policier des renseignements généraux de St-Laurent du Maroni, Jean-Pierre Perez, participe également à l'entreprise de pacification. Il assiste ainsi à la majorité des réunions de village et a de nombreuses discussions avec Sebastian qu'il aide dans certaines démarches administratives et dans l'organisation des scrutins coutumiers, ce qui en garantit relativement le calme. Cependant, en conséquence des troubles à Wana, il se distancie des partisans de Sebastian et envisage des mesures sanctionnant leur attitude, il confie ainsi :

« Jusque là, on a été gentil avec Sebastian, mais là, il dépasse les bornes, il fait du désordre. On va bloquer tous les dossiers de demande de carte de séjour de Wana, et en particulier le dossier de x [l'un des protagonistes de la tentative d'expulsion forcée]. »¹⁷

L'attitude de Sebastian Vangeenen et de ses partisans suscitent également la réprobation du maire et du sous-préfet. En effet, lors de la réunion à la sous-préfecture où étaient convoqués Françoise Sabayo et Sebastian Vangeenen en présence du maire et du sous-préfet, Sebastian vient avec 50 de ses partisans qui s'installent dans le hall de la sous-préfecture, quand Françoise Sabayo arrive, celle-ci doit traverser le hall sous les insultes. Avant la réunion, le maire sermonne son agent électoral devant le sous-préfet en lui reprochant son « comportement inadmissible ». Face aux condamnations de l'ensemble de ces acteurs, le coût du recours à la violence apparaît donc de plus en plus élevé pour Sebastian Vangeenen et ses partisans. Un certain nombre de ses partisans se retirent d'ailleurs de la mobilisation après avoir été rappelés à l'ordre par le pasteur des témoins de Jéhovah, en raison d'un reportage à la télévision où ils apparaissaient agressifs. Le pasteur leur a reproché de diffuser « un discours de haine » et les a enjoins de se retirer du mouvement de protestation. Le pasteur de l'église adventiste du 7^{ème} jour a prodigué les mêmes conseils à ses adeptes, relativement nombreux dans le village.

¹⁶ Journal de terrain, conversation avec Bernard Bourgogne, Directeur Général des Services.

¹⁷ Journal de terrain, conversation avec Jean-Pierre Perez, policier, octobre 2008.

Ces acteurs qui prônent l'abstention de la violence et le règlement du conflit par des voies pacifiques ont tous en commun d'occuper des positions sociales prestigieuses et d'appartenir à des groupes sociaux de race dominants - ils sont métropolitains (les agents des forces de l'ordre, les fonctionnaires territoriaux) ou créoles (les élus, les pasteurs). Là encore, comme dans le cas de Françoise Sabayo, l'autorité des arguments moraux et l'autorité sociale liée à la fois à la classe et à la race se combinent pour imposer la norme d'abstention de la violence.

Ce conflit à Wana pose la question des mutations du rapport des villageois à la politique. Les événements de l'été 2007 à l'été 2008 constituent ainsi un site d'observation privilégié du processus de politisation des Amérindiens et de ses interactions avec celui de conflictualisation et de forclusion de la violence.

Politisation, individualisation du vote et forclusion de la violence

Bernard Lacroix a montré que les crises politiques sont l'occasion d'apprentissages et de réduction de la distance entre professionnels et profanes¹⁸ et en effet on constate qu'à travers ce conflit, les habitants de Wana se politisent et que le recours à la violence se trouve délégitimé.

La campagne des élections municipales de 2008

En l'absence de verdict institutionnel – le conseil général ne reconnaît pas les scrutins coutumiers organisés par Sebastian Vangeenen, le conflit de Wana se prolonge dans l'espace politique municipal. Et c'est la campagne des élections municipales et cantonales de 2008 qui en devient la nouvelle scène d'affrontement, en raison des hasards du calendrier qui lie les échéances électorales locales et le conflit de l'été 2007.

Le conflit se traduit jusque dans la constitution des listes. La liste commune que présentent les Verts Guyane, l'AGEG (A Gauche En Guyane) et le MDES (Mouvement d'Emancipation et de Décolonisation Sociale) aux élections municipales compte huit habitants de Wana partisans de Françoise Sabayo et elle-même est candidate aux élections cantonales. Du côté de la liste UMP, le maire et son directeur de campagne choisissent pour la première fois un candidat originaire de Wana, Sebastian Vangeenen, qui figure en 8^{ème} place. Sebastian est toutefois le seul colistier originaire de Wana, la liste du maire sortant étant beaucoup plus sélective que celle de ses challengers. En outre, le conflit de Wana constitue l'un des enjeux de l'affrontement entre les candidats de la liste unitaire (Verts, MDES, AGEG et PSG) intitulée « Ensemble Unis pour le Changement » (EUC) et celle de l'UMP (liste « Bâtir St-Laurent du Maroni dans la diversité ») et contribue à nouveau à modifier la place du village sur la scène politique municipale. Traditionnellement les villages amérindiens étant le domaine réservé du maire, les questions amérindiennes ne sont jamais abordées publiquement puisqu'elles font l'objet d'un traitement personnalisé par celui-ci. De ce fait, elles n'avaient jamais été aussi visibles dans une campagne électorale menée au centre-ville. En 2008, lors de chaque « conférence » (le terme local pour désigner les meetings électoraux) sur la place du marché, Sebastian pour la liste UMP et Françoise pour la liste EUC peuvent donc donner leur version du conflit de Wana et contribuent encore à l'enraciner dans la vie politique municipale.

Ils font usage de stratégies argumentaires opposées : stratégie de dépolitisation pour Sebastian, stratégie de politisation pour Françoise. Ainsi, le 8 mars 2008, la veille du premier tour de scrutin, à la fin de la conférence de l'UMP qui dure déjà depuis plus de deux heures,

¹⁸ LACROIX Bernard, « Ordre politique et ordre social », in Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, t. I, Paris, PUF, 1985, p. 469-565

Sebastian, la voix blanche, attaque violemment Françoise Sabayo et son conjoint :

« Habitants de St-Laurent du Maroni, électeurs, électrices, [...] J'ai entendu dire qu'un petit Indien imbécile, une marionnette, fait partie de la liste de M. Bertrand et qu'il se servait de lui pour s'immiscer dans les affaires de Wana et diviser la communauté arawak. Laissez-moi vous dire que Wana s'est trouvé au cours des derniers mois dans un climat conflictuel et pourquoi ? L'immense majorité de la population ne supporte plus les modes de gestion et de relations de Mme Sabayo. [...] Mme Sabayo n'a pas été au service de sa population, elle n'a que favorisé l'exclusion et la division des familles et je trouve scandaleux et inacceptable qu'elle fasse de notre problème interne une affaire politique. [...] Le pire, c'est que certains de mes frères sont aussi manipulés par Mme Sabayo et son mari en les incitant à la violence, à la haine entre habitants, allant même jusqu'à commettre des actes criminels, pour preuve, mon véhicule a été incendié pour des raisons politiques et j'ai moi-même été menacé de mort. Alors je crois que beaucoup de gens se font manipuler par ce malade mental [*le mari de la cheffe coutumière*].

Cris, applaudissements

C'est une honte pour la gauche d'avoir à faire à ce genre de personnes qui feraient mieux de se soigner.

Cris. »¹⁹

Les partisans de Sebastian sont venus nombreux assister à la conférence, un car a en effet été affrété par l'UMP pour venir les chercher au village. Dans ce contexte électoral, alors qu'il avait progressivement policé son langage, Sebastian peut à nouveau tenir des propos agressifs à l'encontre de Françoise et de son conjoint (il le traite de « malade mental » et le compare plus loin dans son discours à Jim Jones, le gourou de la secte du « temple du peuple », responsable de l'assassinat de 914 adeptes à Jonestown au Guyana en 1978). Toutefois, l'essentiel de sa stratégie argumentative consiste à dépolitiser le village (les problèmes internes seraient « apolitiques ») et à politiser son adversaire – « je trouve scandaleux et inacceptable qu'elle fasse de notre problème interne une affaire politique ». Le conflit se tranche donc par les arguments, le débat, le vote, en bref les normes démocratiques et la référence à la violence apparaît avant tout comme une stratégie de disqualification de son adversaire.

Françoise dénie quant à elle à Sebastian le statut de véritable adversaire puisqu'elle considère qu'il n'est pas autonome. C'est donc à Léon Bertrand qu'elle réserve ses critiques, comme lors de cette conférence ce même soir du 8 mars 2008 :

« Depuis les législatives, depuis juin que M. Bertrand a perdu son poste de député et que Mme Berthelot a gagné, depuis ce moment-là, dans mon village, il n'y a que problème entre familles, disputes et vous ne pouvez même pas imaginer l'ambiance qui règne actuellement au village. Et cette affaire-là a été inventée de toutes pièces parce que, qu'on ne me dise pas que dans un village amérindien, il y en a six à St-Laurent du Maroni, la plupart des villages, ce sont des anciens qui sont chefs et qu'on ne me dise pas que tout marche bien. Je pense que le seul problème qu'il y avait à Wana, c'est que je ne sois pas à l'UMP ; c'est cela le véritable problème. Quand on parle de diversité, de tolérance, il faut accepter aussi que des personnes puissent être d'un autre bord politique, puissent avoir d'autres valeurs, je ne suis pas là pendant les campagnes électorales pour distribuer en tant que chef coutumier les tee-shirts de M. Bertrand. [...] Je me suis toujours battue et je me battrai toujours, même si devant moi, c'est quelqu'un qui a été ministre, même si certains tremblent devant M. Bertrand. Je suis peut-être une petite femme, mais quand j'ai quelque chose à dire, il faut que je puisse le dire et je le dis la tête haute »²⁰.

A l'inverse de Sebastian Vangeenen, Françoise Sabayo politise le conflit au sens où elle le renvoie à une question d'orientation politique – « le seul problème qu'il y avait à

¹⁹ Enregistrement de la conférence UMP du 8 mars 2008 sur la place du marché.

²⁰ Enregistrement de la conférence EUC du 8 mars 2008 devant la pharmacie Tafial au centre ville de St-Laurent du Maroni.

Wana, c'est que je ne sois pas à l'UMP ». Ce 8 mars 2008, Sebastian et Brigitte donnent ainsi chacun en conférence leurs versions respectives et opposées du conflit. Ces récits contribuent à restreindre l'expression du conflit au seul répertoire délibératif ; les antagonismes villageois se traduisent publiquement et dans un registre verbal qui ne dépasse pas l'insulte.

Avec la publicisation du conflit et l'intervention d'acteurs extérieurs au village, le coût du recours à la violence apparaît de plus en plus élevé. D'autres registres de mobilisation dans le village moins légitimes moins publiques et délibératifs que les débats et les pétitions subsistent toutefois. Sebastian Vangeenen diffuse par exemple dans le village plusieurs rumeurs selon lesquelles Françoise Sabayo aurait détourné l'argent de l'association Wana Debout ou encore qu'elle use de la zone de subsistance du village (forêt) au profit de sa famille. Les rumeurs initiées et colportées par Kenneth et Sebastian constituent une forme d'évitement de l'argumentation²¹ et du débat public avec la cheffe coutumière beaucoup plus pourvue qu'eux en ressources argumentatives. Dans le camp adverse, les rumeurs diffusées par certains partisans de Françoise Sabayo façonnent également une image négative de leurs adversaires, principalement à travers les soupçons de sorcellerie. Toutefois il n'y a pas de violences physiques pendant toute la campagne municipale de 2008. Le répertoire légitime de la violence autrefois assez large est donc désormais réduit aux seules violences verbales.

Intériorisation des normes pacifiques et politisation des individus

La situation étudiée permet d'appréhender les dynamiques des transformations des visions du monde engagées par le conflit. Le conflit favorise à la fois l'acquisition d'une compétence et de savoir-faire politique spécialisés et la condamnation de l'usage de la violence physique.

Pour assurer leurs idées et leur nouvelle vision du monde, les partisans des deux camps et en particulier ceux de Françoise Sabayo élargissent leur opposition à Léon Bertrand, en la traduisant dans un système d'opposition politique qui n'est plus propre au village – gauche/droite – et se situent donc en utilisant ces schèmes. Ce processus d'élargissement de la conflictualité contribue à leur politisation, au sens de l'appropriation de catégories et de savoir-faire de la politique spécialisée, mais aussi d'un modèle politique délibératif et pluraliste. Ainsi le revirement d'Henriette, partisane de Françoise Sabayo, l'a poussée à se renseigner, à lire la presse politique locale :

« J'avais vu à la télé : A Kourou et à Cayenne, le nombre de salariés a augmenté de peu mais quand même, mais à St-Laurent du Maroni, le nombre de chômeurs a augmenté, le nombre d'emplois a diminué, près de 41 personnes qui ont perdu leur emploi. Beaucoup de gens disaient que monsieur Bertrand était ministre et député et il n'a rien fait pour St-Laurent du Maroni. Je lis et j'écoute et je regarde sur internet, *Blada* et *97320*. Avant, on ne s'intéressait pas trop, mais là, maintenant, si on ne lit pas les journaux, qu'on ne regarde pas les sites, il y a beaucoup de choses qu'on ne connaît pas. Avant cette histoire, je regardais *Blada* déjà, mais depuis je regarde aussi *97320*. Mais dans les médias, il n'y a pas toujours du vrai, mais c'est bien de s'informer, savoir ce qui se passe. »²²

Henriette a été scolarisée en Guyane et a un niveau collège, elle parle couramment et écrit bien le français, alors que John, son compagnon et adjoint de la cheffe coutumière, arrivé au moment de la guerre civile, ne le parle pas très bien. C'est donc elle qui lit la presse, rédige éventuellement des notes. C'est donc dans la lutte contre le maire qu'Henriette a acquis de nouvelles pratiques telles que la lecture de la presse locale et surtout la capacité à s'approprier

²¹ ALDRIN Philippe, *Sociologie politique de la rumeur*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2005, 289 p. L'auteur montre que : « dans des groupes socialement dominés, « elle [la rumeur] permet à l'énonciateur de pallier un défaut de crédibilité politique ».

²² Entretien avec Henriette et John, Wana, mars 2008.

les informations diffusées dans cette presse au service de sa mobilisation, capacité et savoir-faire nouveau permis par ses ressources scolaires. Le conflit se prolongeant jusqu'aux élections municipales, la dynamique de conflictualisation et de politisation favorise la mobilisation électorale des partisans des deux camps. John et Henriette intègrent la liste EUC et militent activement pendant toute la campagne. Leur engagement renvoie à des liens personnalisés avec Françoise, pour autant il ne relève pas seulement de la « remise de soi ». Ainsi lors des primaires de la liste EUC, Henriette et John ne délèguent pas leur jugement à Françoise Sabayo et son conjoint. John choisit, et en explique les raisons, Jean-Elie Panelle (Parti Socialiste Guyanais) comme tête de liste EUC alors que Françoise et Alain ont voté pour son frère Alain Panelle²³, militant indépendantiste :

« Je n'avais pas voté pour Alain Panelle. Tout le monde connaît le boulot de Jean-Elie-Panelle, c'est le même système que Léon Bertrand. Il a beaucoup de mandats aussi. Mais Alain Panelle, je n'ai pas voté pour lui parce que le MDES est un groupe indépendantiste et je savais que cela se passerait mal. J'ai dit à Françoise que ce serait trop dur d'expliquer aux autres, il y a des preuves de ce qu'il a fait avec le MDES »²⁴

John maîtrise donc parfaitement les enjeux du vote de désignation de la tête de liste. Il estime que l'étiquette indépendantiste d'Alain Panelle handicaperait trop la liste, le MDES étant très marginal à Saint Laurent du Maroni. Il connaît donc bien les différents partis et ce qu'ils représentent sur la scène politique locale. Les références aux acteurs politiques institutionnels et spécialisés (élu, partis) qu'il désigne par leur nom et la maîtrise des codes politiques sont des indicateurs sûrs de l'acquisition d'une compétence politique.²⁵

L'acquisition de compétences politiques relativement spécialisées va de pair avec la délégitimation du recours à la violence physique. Ainsi, à mots couverts, Sebastian récuse ses pratiques violentes passées :

« Quand j'ai tort, je le dis, parce qu'il y a des moments où les gens m'ont mal compris à Wana, ils l'ont dit, très bien, peut-être par manque d'expérience, j'ai fait des choses qui n'étaient peut-être pas respectueuses. Enfin la communauté, quand on fait quelque chose, il faut que ce soit en concertation, partagé par tout le monde et parfois, j'ai fait cette erreur, parce que j'étais jeune. ... Mais les choses commencent à changer, maintenant s'il y a les élections et qu'il venait que Mme Sabayo venait à nouveau à gagner, à ce moment là, il faudrait que l'on signe un papier »²⁶

Lorsque Françoise Sabayo a été élue cheffe coutumière en 1998, Sebastian et sa famille se sont opposés à elle par la violence – « des choses pas respectueuses » dit-il prudemment -, il semble désormais bannir ces pratiques passées et envisage même l'éventualité de reconnaître l'autorité de son adversaire si celle-ci venait à être réélue cheffe coutumière. Au terme d'une décennie de conflit et de ce nouvel épisode conflictuel de 2007/2008, l'arène électorale apparaît donc comme la seule instance légitime de règlement du conflit villageois.

La forclusion de la violence va de pair avec la politisation des habitants, l'individualisation et la privatisation du vote. A l'unanimité antérieure du vote des villageois - « on votait pour le maire » explique par exemple Henriette, une partisane de Françoise Sabayo -, celle-ci oppose désormais la « discorde » et les « familles qui se déchirent ». L'unanimité villageoise est donc rompue et même si la plupart des familles prennent partie pour le maire, le village est désormais divisé en deux factions rivales. Certaines familles se divisent désormais entre les deux camps, comme le constate Muriel, la mère d'Henriette :

²³ Alain Panelle est militant au MDES, qui sera la tête de liste de la liste EUC Jean-Elie est conseiller régional PSG

²⁴ Entretien avec Henriette et John, Wana, mars 2008.

²⁵ DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), 2004, p. 877-909, p. 886.

²⁶ Entretien avec Sebastian Vangeenen, Wana, mars 2008.

« Même dans ma famille, il y a le frère et la sœur qui ne se parlent pas. Nous, on leur a dit qu'on ne prend parti pour aucun des deux, nous, on a notre parti mais ils n'ont pas besoin de savoir. Je dis bonjour à tout le monde [...] Depuis que c'est M. Bertrand, on a toujours voté pour lui. Mais la dernière fois, nous avons changé et malheureusement, nous avons perdu. Mais devant les autres, on ne dit pas pour qui on a voté. On ne dit pas. Toujours quand on voit M. Bertrand, on dit : « Ah ! M. Bertrand, comment ça va, on est toujours là. »²⁷

Face aux risques nouveaux d'être enrôlés dans l'un ou l'autre des camps, certains habitants, surtout parmi les partisans de la cheffe coutumière, ne livrent plus publiquement leurs opinions. Les parents d'Henriette qui ont toujours voté Bertrand mais ne lui renouvellent pas leur confiance lors des municipales de mars 2008 conservent désormais un caractère privé à leur vote. Jusque là, les préférences partisans n'étaient pas tues puisque le groupe votait unanimement. C'est avec le conflit que certains habitants en viennent à revendiquer le caractère privé de leurs opinions politiques et le fait que nul n'a à être sommé de les rendre publique, signe d'une certaine individualisation nouvelle du vote.

L'entreprise de moralisation du village et d'inculcation des normes pacifiques initiée par la cheffe coutumière de Wana depuis la fin des années 1990 s'intensifie pendant la crise villageoise où elle trouve de nouveaux relais dans les deux camps. La crise politique villageoise de 2007/2008 a ainsi pu être l'occasion d'apprentissages et de l'intériorisation par les villageois d'un modèle politique délibératif, pluraliste et pacifique dans lequel les options violentes deviennent fortement illégitimes, réduisant ainsi le répertoire légitime de la violence autrefois assez large aux seules violences verbales.

²⁷ Entretien avec Muriel, Wana, Octobre 2008.